

-----

Etaient présents : Jacques DUVIVIER, Philippe CAUBEL, Ludovic HARDOUIN jusqu'à 20.10, Amaury de LOUVENCOURT, Vincent BONIGAL, Monique ALLAB, Christian RICOU, Yvon GUEGAN.

Etait absent avec pouvoir: M Olivier ARNOLD avec pouvoir à M Philippe CAUBEL, Mme Céline CEFBER-MANDARD avec pouvoir à M Yvon GUEGAN

M Vincent BONIGAL a été nommé secrétaire de séance

**Ajout d'1 point à l'ordre du jour**

➤ **Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal d'inscrire un point supplémentaire à l'ordre du jour** : « Motion de soutien pour préserver l'identité communale et la proximité, pour maintenir l'activité économique et les services publics locaux » à la demande de l'AMIL.

L'Ajout est accepté à l'unanimité, ce point portera le n° 2015-060 de l'ordre du jour.

▪ **2015-052 : Approbation du Procès Verbal du Conseil Municipal du 29 mai 2015**

Lecture faite et sans observations à l'issue de l'envoi du dit Procès Verbal aux membres du Conseil Municipal, le Procès Verbal du 29 mai 2015 est approuvé à l'unanimité, à savoir : 0 voix Contre,  
0 abstention, et 10 voix Pour.

▪ **2015-053 : Communication de M le Maire sur les dispositions prises en application des articles L 2122-22 et L.2122-23 du CGCT depuis le 26/05/2015**

- Acceptation de la proposition de **Géoplus Montrichard** pour le relevé topographique du site de la future aire de camping-cars d'un montant TTC de 1 176.00 € imputé au compte d'investissement 2315 opération 152.
- Acceptation du devis d'honoraires **LECREUX-SIVIGNY** pour la délimitation et bornage des futures parcelles St Vincent d'un montant TTC de 2976.12 € imputé au compte de fonctionnement 6045.
- L'accord du bon de commande auprès de **Chavigny Carburant** pour 1000 L de GNR pour le tracteur ERGOS d'un montant TTC de 717.60 € imputé au compte de fonctionnement 60622 .
- Signature du contrat de Maîtrise d'œuvre avec **Atelier RVL** pour création d'un Club House au stade d'un montant TTC de 9 921.60 € imputé au compte d'investissement 2313 opération 163,
- Signature du contrat de Maîtrise d'œuvre avec **Atelier RVL** pour création d'une Aire de Camping-cars au stade d'un montant TTC de 8 067.60 € imputé au compte d'investissement 2313 opération 152,
- Acceptation du devis **OZIS** pour le remplacement de l'onduleur du poste comptable hors service d'un montant TTC de 79.00 € imputé au compte d'investissement 2183.
- Acceptation du devis du **Comité Départemental de Randonnée Pédestre d'Indre et Loire** pour la fourniture et pose de 2 jalons et 7 plots dans le cadre de la convention de balisage des sentiers pédestre d'un montant TTC de 470.00 € imputé au compte d'investissement 2152.
- Acceptation du devis **MORCELLET** pour la réalisation d'un support métallique noir pour le bureau du fontainier d'un montant TTC de 510.00 € imputé au compte d'investissement 2135.

- Acceptation du Bon de commande **LA SADEL** pour l'achat de jeux de société dans le cadre des TAP 2015/2016 d'un montant TTC de 122.60 € imputé au compte de fonctionnement 6068.
- Acceptation du Bon de commande **PLEIN CIEL** pour l'achat de fournitures administratives et de jeux pour la garderie périscolaire d'un montant TTC de 162.87 € imputé au compte de fonctionnement 6068 et 6064.
- Acceptation du devis **PUISSANT** pour la remise en état de la réception TV et l'installation d'un décodeur satellite au 2 rue Rabelais d'un montant TTC de 366.75 € imputé au compte de fonctionnement 615223.
- Acceptation du devis **RIBREAU** pour le remplacement du moteur d'un volet roulant au 2A rue du stade d'un montant TTC de 575.34 € imputé au compte de fonctionnement 615221.

▪ **2015-054 : Modification des statuts de la CCBVC**

Monsieur le Maire donne lecture de la modification statutaire proposée par le conseil communautaire réuni le 28 mai 2015.

Les corrections portent sur les points suivants :

- 4. Politique du logement social d'intérêt communautaire et actions, par des opérations d'intérêt communautaire en faveur du logement des personnes défavorisées.
- 6. Transports Scolaires
- 7. Politique en faveur de la Petite enfance et de l'Enfance

**Le conseil municipal,**

**Vu** la loi 99-546 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, dite Loi Chevènement,

**Vu** l'arrêté 14 décembre 2000, modifié, par lequel Monsieur le Préfet d'Indre et Loire a créé la Communauté de Communes de Bléré-Val de Cher au 1<sup>er</sup> janvier 2001,

**Vu** la délibération du conseil communautaire réuni le 28 mai 2015 proposant une modification de ses statuts,

**Vu** la nécessité pour le conseil municipal de se prononcer dans un délai de 3 mois à compter de la notification de la proposition de modification statutaire par Mme la Présidente de la communauté de communes,

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

- **ACCEPTE** la modification des statuts de la Communauté de Communes aux communes membres selon le projet joint
- **CHARGE** Monsieur le Maire de notifier la présente délibération à Madame la Présidente de la Communes de Bléré val de Cher,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toutes les pièces afférentes au dossier

**Départ de M Ludovic HARDOUIN à 20:10 avec remise de pouvoir à M le Maire.**

▪ **2015-055 : Décision Modificative N° 2**

**Les crédits nécessaires sont en définitive suffisants. Pas de décision modificative à prendre.**

▪ **2015-056 : Reproduction de la statue de la Vierge à l'enfant de l'église St Martin**

M le Maire donne la parole à M de LOUVENCOURT qui annonce qu'il est dommage de laisser dans un placard la vierge à l'enfant qui avait été retirée il y a plusieurs années de sa niche extérieure de l'église St Martin pour des risques de vol.

Il propose de faire réaliser par les ateliers Stéphane GERARD de Paris un moule en élastomère de silicone haute définition pour la fabrication d'une réplique de l'originale qui retrouvera sa place dans la niche extérieure.

Le moule restera propriété de la commune et les particuliers qui le désirent pourront moyennant finance en faire réaliser une réplique auprès du même atelier.

**Le conseil municipal,**

**Vu** le devis des Ateliers Stéphane GERARD d'un montant de 3200 € HT pour le moule et 1800 HT pour le tirage unitaire

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

- **ACCEPTE** la réalisation d'un moule et le tirage à 1 exemplaire de la Vierge à l'enfant
- **ACCEPTE** la réinstallation de la copie dans la niche extérieure de l'église St Martin
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer le devis correspondant

▪ **2015-057 : Rentrée scolaire 2015/2016**

**(Tarifs des régies scolaires Transport - Cantine - Garderie + Choix des Tap)**

**M le Maire donne la parole aux membres de la commission scolaire présents.** M Ludovic HARDOUIN rend compte du bilan annuel 2014/2015 suite à la réunion avec les chauffeurs, cantinière et surveillante qui s'est tenue le mercredi 17 juin:

\* **Cantine :** 5428 repas ont été servis avec une augmentation des frais d'alimentation de + 3000 € dû au fait de l'engagement communal de faire travailler prioritairement les commerçants locaux, un peu plus coûteux que les grandes surfaces ou les grossistes.

Néanmoins, les élus ne souhaitent pas pour autant répercuter cette hausse sur les repas de la rentrée prochaine.

M Ludovic HARDOUIN informe qu'il a été obligé de faire un point discipline ces derniers jours suite à des manques de respect aux employés communaux. Le règlement de rentrée sera renforcé et appliqué à la lettre dès le 1<sup>er</sup> jour de rentrée.

\* **Garderie :** Les horaires et les tarifs restent identiques.

\* **Transport :** Le circuit et les horaires seront identiques. Le Conseil Départemental fixe à 150€/élève le coût annuel du transport pour l'année scolaire 2015/2016.

**M Christian RICOU prend la parole et s'interroge sur le fait que la CCBVC possédant les compétences pour la petite enfance et le transport scolaire, pourquoi la commune n'a pas encore transféré ces 2 compétences. M le Maire n'ayant pas la réponse, les membres de la commission scolaire sont invités à prendre contact avec la vice-présidente en charge de ces 2 compétences au sein de la communauté de communes pour en savoir plus et pouvoir en rendre compte lors du prochain conseil de juillet. Les tarifs de la régie transport seront débattus au vu des éléments de réponse.**

Après avoir entendu le rapport de la commission scolaire fait par M Ludovic HARDOUIN, les tarifs des régies scolaires Cantine et Garderie sont fixés comme suit pour la rentrée scolaire 2015/2016:

❖ **Cantine :**

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré décide à l'unanimité, soit 10 voix Pour, 0 voix Contre, 0 abstention** de ne pas réévaluer les tarifs 2014/2015 et fixe ainsi comme suit les prix des repas pour l'année scolaire 2015/2016 :

- **Le repas enfant** à 3.20 €
- **Le repas adulte** à 4.00 €
- **Le repas occasionnel** à 4.00 €

❖ **Garderie :**

**Le Conseil Municipal,**

Après en avoir délibéré, **décide à l'unanimité, soit 10 voix Pour, 0 voix Contre, 0 abstention**

**de ne pas réévaluer les tarifs 2014/2015** de la garderie municipale périscolaire et de les fixer comme suit pour l'année scolaire 2015/2016:

- **Tarif fréquentation régulière:**

- ⊙ **1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> enfant**

- 3.00 € pour une fréquentation à la journée (matin et soir).
    - 1.50€ la présence du matin seul
    - 2.00 € la présence du soir seul

- ⊙ **à partir du 3<sup>ème</sup> enfant**

- 2.40 € pour une fréquentation à la journée (matin et soir).
    - 1.20 € matin seul
    - 1.60 € la présence du soir seul.

- **Tarif fréquentation occasionnelle:**

- 4€ de l'heure pour le 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> enfant
  - 2.75€ de l'heure à partir du 3<sup>ème</sup> enfant.

- **Tarif dépassement des heures d'ouverture:**

- 5.00 € /  $\frac{1}{4}$  heure supplémentaire engagé et par enfant.

**De poursuivre la gratuité de l'heure de garderie du mercredi midi qui ne sera pas facturée aux familles.**

❖ **Transport scolaire :**

Les tarifs seront fixés lors du prochain conseil de juillet au vu des éléments collectés par la commission scolaire sur l'éventuelle possibilité de transfert de charge auprès de la CCBVC.

Monsieur le Maire ajoute pour information :

- Qu'à la prochaine rentrée 2015/2016, Madame Ollivier ne sera plus Directrice, elle a demandé sa mutation à Loches. A ce jour, nous ne savons pas qui la remplacera. Il sera présent toute la matinée de la rentrée ainsi qu'au ramassage aller/retour du matin. La présence des membres de la commission scolaire est indispensable pour la sortie des classes le jour de la rentrée ainsi que pour chacune des lères séances de TAP.

- Des demandes de car ont été sollicitées par des parents d'élèves de Céré pour les activités du mardi soir à Genillé. L'avis est favorable dans la mesure où la disponibilité des places le permet à ce jour, toutefois si de nouveaux élèves venaient à devoir être transportés dans le courant de l'année, ceux-ci seraient prioritaires.

❖ **Rythmes scolaires :**

M HARDOUIN informe que les TAP 2014/2015 ce sont bien déroulés et que les 4 activités retenues par la commission pour 2015/2016 seront les suivantes :

1. TAP **Informatique** dispensé par M Ozanne de St Georges durant 6 périodes différentes soit 34 séances dans la salle informatique de la salle polyvalente pour un coût total TTC de 1 666.68 €.
2. TAP **Percussions** dispensé par M JF de LA CHAISE de Genillé durant 6 périodes différentes soit 34 séances dans la garderie pour un coût total TTC de 1 530.00 €.
3. TAP **Hand-Ball** dispensé par M DEVEY du Club de HAND de Bléré durant 3 périodes différentes sur le terrain multi-activités du stade pour un coût total TTC de 672.00 €

4. TAP **Patrimoine** dispensé par Mme J ROUSSY-DUCHER de l'Assoc. Inter-médiation Culturelle durant 3 périodes différentes dans la salle des associations pour un coût total TTC de 854.10 €.

La directrice a déjà transmis le descriptif et le règlement des futures activités aux parents des élèves de la rentrée prochaine pour approbation.

▪ **2015-058 : Demande de subvention EMIVIE**

M le Maire informe d'une demande de subvention reçue par l'association de musique Montrésoraise E.M.I.V.I.E sollicitant la somme de 1 016.60 € afin de permettre à l'école de musique d'atteindre son équilibre financier et limiter le coût de 2 familles Céréennes dont 5 enfants fréquentent l'école.

Il rappelle aux élus présents qu'au conseil de février 2015, lors du vote des subventions pour l'année 2015 une somme de 400 € avait déjà été actée sous réserve de la remise des statuts et éléments comptables.

**Le Conseil Municipal,**

**Vu** le courrier de demande en date du 18 mai 2015

**Vu** le bilan prévisionnel fourni

**Considérant** qu'il n'est pas convenable d'attribuer plus aux associations extérieures qu'à ses propres associations locales

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

- **REFUSE** le montant demandé de 1 016.60 €
- **CONFIRME** l'attribution d'une subvention de 400 € au titre de l'année 2015
- **ACCEPTE** de fournir une aide supplémentaire de 60€/enfant qui sera versée directement aux familles concernées via le CCAS
- **CHARGE** M le Maire de soumettre ce point à l'ordre du jour du prochain CCAS de Septembre.

▪ **2015-059 : Questions Diverses :**

➤ **Congés d'été des élus et des agents - Permanences :** M le Maire informe des congés pris par les agents de juillet à septembre et demande les dates de congés des élus afin d'établir les permanences en cas d'urgence durant l'été.

➤ **Réflexion sur numérotation et nom du Secteur St Vincent :** Les 5 nouveaux logements étant situés avant le N°1 attribué à M Pierre MAREST, il convient de définir la numérotation des 5 futurs logements et déterminer le nom de la voie sans issue qui desservira les futures parcelles.

**Les numéros 1A.1B.1C.1D.1E et 0 1.0 2.0 3.0 4.0 5 sont évoqués. Le secrétariat est chargé d'interroger les services compétents de la poste pour avis avant choix définitif lors d'une prochaine séance.**

➤ **Prochain conseil municipal de juillet :** il aura lieu le **vendredi 31 juillet 2015 à 19h00**

➤ **Mise à jour des Plaquettes de chemins de randonnées de Céré :** M le Maire informe que le nouveau périmètre de protection du site de stockage de gaz ne permettant plus l'accès à la boucle nord du circuit jaune dans les bois d'Aiguevives, il convient de faire modifier les plaquettes de randonnées actuelles de la commune. Le stock arrivant à épuisement, la réédition permettra aussi la mise à jour des différents n° de téléphone, hébergements et des offices de Tourisme qui ont changé. De nouvelles photos pourront être insérées et certains textes éventuellement revus.

L'impression et leur élaboration étant de la compétence de la CCBVC, tous les frais seront pris en charge par celle-ci. Seul l'entretien des chemins reste de la compétence communale.

M Amaury de LOUVENCOURT concerné par plusieurs chemins se propose de prendre en charge ce dossier pour une mise à jour des plaquettes avant la prochaine saison touristique d'avril/mai 2016.

- **Panneau d'informations communales à restaurer et replacer :** M le Maire informe avoir demandé la réfection du panneau d'informations de l'ancien camping situé le long du parking du château de Montpoupon. Il sera demandé à M Fauchon, réalisateur du panneau d'origine la mise à jour de celui-ci s'il le veut bien avant d'être repositionné plus lisiblement le long de la RD764, les arbres du parking du château le masquaient.  
Le secrétariat est chargé de voir avec la SES de Chambourg ou le STA du Nord-Est pour la réglementation publicitaire sur voie publique Départementale.  
M Ricou ajoute avoir recensé plusieurs panneaux directionnels effacés ou en mauvais état. M le Maire charge la commission voirie de les recenser avant de programmer leur remplacement.

- **Spectacle Nacel:** Nacel nous propose, en tant que commune adhérente, un spectacle intitulé « Le Béhémoth Show » le 19/20 septembre (journées du Patrimoine) ou les 17/18 octobre prochain avec l'idée de jouer dans une grange ou dans un château, lieu plus propice qu'une salle des fêtes.  
M le Maire précise qu'aucune subvention de la Région ou du Département ne peut être attribuée à la commune, le spectacle devant obligatoirement être pris en charge par celle-ci en plus de la cotisation annuelle. Des élus devront en plus être présents pour tenir la billetterie.  
Au vu de tous ces éléments, le Conseil Municipal ne souhaite pas retenir ce spectacle. Le secrétariat est chargé d'en informer NACEL.

- **Modification date de la Fête de la Bière:** M le Maire a fait réaliser un relevé pluviométrique sur les 15 dernières années et les chiffres parlent d'eux mêmes, toujours beaucoup d'eau début mai et très peu début juin ; par conséquent après en avoir débattu, les prochaines fêtes de la Bière sont actées pour le **dernier samedi de mai**, la probabilité qu'il fasse beau étant plus élevée.

- **Prochain Bulletin Municipal d'Octobre :** Pour que la distribution puisse avoir lieu semaine 43 avant la Foire aux Chèvres, l'impression doit s'effectuer au plus tard semaine 40 ; la remise aux services postaux devant se faire au minimum 2 semaines avant la distribution dans les boîtes aux lettres.  
Par conséquent, les éléments devront être transmis au plus tard pour le 20/9 afin que l'édition du N°20 puisse être bouclée pour le 26 septembre, délai de rigueur.  
**M le Maire fixe la date de réunion du Comité de rédaction au samedi 18/7 à 9h00 en mairie avec les membres de la commission.**

- **Journées du Patrimoine des 19 et 20 septembre 2015 :** Céline n'étant pas là ce soir pour en débattre, M le Maire donne la parole à M de Louvencourt qui au vu du thème imposé par la Ministre de la culture propose simplement une inauguration de la réinstallation de la vierge à l'enfant dans sa niche d'origine. L'Eglise St Martin sera donc ouverte toute la journée du Dimanche de 10h à 19h grâce à la présence d'élus et de bénévoles. Le secrétariat est chargé de retourner la fiche de renseignements Pays Loire Touraine en ce sens.

- **Vente du terrain Besançon :** M le Maire informe avoir été sollicité à plusieurs reprises par M Besançon qui souhaite vendre au plus vite une parcelle arborée de 6000m<sup>2</sup> le long de la rivière rue de la ronde. Cette

parcelle avait été classée « Emplacement réservé » en Zone Naturelle et Forestière NI lors de la création du PLU en 2012 par l'ancienne municipalité qui avait un projet d'aire de jeux en centre bourg.

Le terrain en l'état actuel ne peut recevoir que des constructions et installations à vocation de loisirs et de détente ne remettant pas en cause le caractère naturel du secteur.

Sans projet concret dans l'immédiat, le Conseil Municipal accepte à l'unanimité le principe d'achat et charge M le Maire de rencontrer le propriétaire afin de débattre du prix de vente avant décision finale lors d'un prochain conseil.

- **Modification du Site Web de la commune :** En l'absence d'Olivier, M le Maire informe que M Ozanne de la Sté Ozis en charge du site internet de la commune a prévenu de la nécessité de revoir entièrement le site. En effet, la version Joomla utilisée n'est plus mise à jour, il en sera de même en septembre pour le langage qu'il utilise ; cela ne signifie pas que le site ne fonctionnera plus mais il sera plus exposé à des bugs et/ou à d'éventuelles tentatives de piratage.

La solution 3 « développement sous Wordpress » compatible avec les tablettes (comme le site de Luzillé) a été retenu pour un cout TTC de 1 495 €.

- **Nouveaux Containers :** M HARDOUIN informe que les 3 nouveaux containers place J.CHEVRIER sont opérationnels et que les anciens, propriété de la commune, pourraient être remplacés sur d'autres sites comme le stade, la salle socioculturelle... Le principe est acté, le secrétariat est chargé de demander la prochaine date de levée auprès de la CCBVC afin de pouvoir les déplacer une fois vidés.

- **Achat de vaisselle:** M HARDOUIN informe de la cessation d'activité de la Sté LOCAT VAISSELLE de Civray de Touraine au 30 juin 2015. Client depuis plusieurs années, la commune louait de la vaisselle pour le gouter du spectacle de Noël et pour le repas de la fête de la bière, c'est pourquoi elle a reçu une liste de vaisselle et matériels restant à céder. Après en avoir débattu, les achats retenus sont les suivants : un lave vaisselle pro avec osmoseur et adoucisseur pour le chalet d'un montant TTC de 3 840.00€ et 50 tasses à déjeuner, 30 salières/poivrières, 10 saladiers, 15 corbeilles à pains, 1 percolateur 100 tasses, 50 assiettes plates et 2 paniers pour disposer la vaisselle dans le lave-vaisselle d'un montant TTC de 607.44 €.

- **2015-060 : « Motion de soutien pour préserver l'identité communale et la proximité, pour maintenir l'activité économique et les services publics locaux » à la demande de l'AMIL**

**M le Maire soumet le projet de motion proposé par M Pierre LOUAULT, Président de l'Association des Maires d'Indre et Loire,.**

Le comité directeur de l'AMF a décidé le 4 juin 2015, d'engager la mobilisation de tous les maires et présidents d'intercommunalité contre la baisse des dotations d'Etat aux collectivités.

Chaque association départementale est le relais de cette mobilisation et c'est à ce titre que la motion a été rédigé avec l'aide de ses homologues, présidents d'associations de maires dans la région Centre Val-de-Loire.

Le contenu de cette motion est élargi au projet de loi NOTRe, qui reviendra en lecture à l'Assemblée Nationale le 29 juin prochain, dont certaines dispositions portent atteinte à l'identité communale.

Pour que cette motion ait le plus fort impact, **M Pierre LOUAULT** propose de la faire adopter par les membres de chaque conseil municipal et communautaire qui porteront leur nom et signature sur le document.

La commission permanente de l'AMIL se réunira le 7 juillet 2015 pour porter solennellement la motion auprès de Monsieur le Préfet par conséquent il convient de la retourner si possible avant cette date.

Cette première mobilisation sera suivie d'une journée nationale le samedi 19 septembre 2015, à destination de nos concitoyens, dont le contenu et les modalités de déroulement seront communiqués ultérieurement.

**L e Conseil Municipal,**  
**Après en avoir délibéré,**  
**Approuve à l'unanimité la motion telle que présentée ci-dessous.**

**Les conseillers municipaux de la commune de CÉRÉ-LA-RONDE  
se mobilisent pour préserver l'identité communale et la proximité, pour maintenir  
l'activité économique et les services publics locaux.**

Après l'annonce par le Gouvernement d'une baisse de 30% des dotations de l'Etat aux collectivités locales sur la période 2014/2017, les débats liés au projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) inquiètent fortement les élus municipaux. Comment hélas ne pas voir dans ces différentes mesures une volonté de réduire le nombre de communes sans se préoccuper des conséquences économiques et sociales qui pourraient en découler ?

**Les élus locaux sont pleinement convaincus de la nécessité de participer à l'effort de redressement des finances publiques, de rationaliser et mutualiser les dépenses de fonctionnement, ce qu'ils font depuis de nombreuses années, alors qu'ils réalisent 71 % de l'investissement public civil. Mais ils refusent que les communes et intercommunalités supportent ces restrictions budgétaires de façon injuste et disproportionnée alors même que leur sont simultanément imposés des transferts de charges non compensés (instruction du droit des sols, temps d'activités périscolaires...) et des contraintes administratives et normatives coûteuses en même temps que chronophages.**

**Ils refusent particulièrement que leurs concitoyens, déjà en proie à bien des difficultés, ne voient leur situation s'aggraver avec la baisse de l'activité économique et le déclin de nombreux services pourtant essentiels à la préservation du « bien vivre ensemble ».** Aussi les conseillers municipaux de la commune de **CÉRÉ-LA-RONDE** demandent-ils avec force aux députés (lors du débat en seconde lecture sur le projet de loi NOTRe) et au Gouvernement d'écouter leurs revendications de bon sens indispensables au maintien de l'équilibre économique et social de notre pays.

1. Comme l'Association des maires de France ne cesse de le répéter depuis des mois, **la baisse drastique annoncée des dotations de l'Etat aux collectivités locales ne peut être acceptée tant en volume qu'en calendrier** afin de ne pas mettre en péril l'équilibre budgétaire de nombreuses collectivités et d'éviter une chute brutale de l'investissement public ainsi qu'une détérioration des services de proximité dont les répercussions seraient redoutables pour les entreprises comme pour la population. Il est en outre indispensable que soient révisés les mécanismes obscurs de péréquation horizontale et verticale entre collectivités locales qui n'ont que trop tendance à pénaliser les bons gestionnaires !
2. **L'élection de délégués communautaires au suffrage universel direct**, intégrée dans le projet de loi NOTRe, doit être abandonnée, comme le propose le Sénat, car elle menace l'existence même des communes en créant une nouvelle collectivité territoriale de plein exercice alors qu'est par ailleurs régulièrement affichée la volonté d'alléger le « millefeuille territorial » !

3. Le **seuil minimum de 20 000 habitants envisagé dans le projet de loi NOTRe pour la constitution des EPCI constitue une règle artificielle sans aucun lien avec les réalités locales** et ne peut permettre l'élaboration d'un véritable projet communautaire. Il **doit être purement et simplement supprimé**, comme l'a décidé le Sénat lors de la seconde lecture du texte, afin de rendre aux élus locaux l'autonomie qui leur revient en ce domaine, tout en laissant la commission départementale de coopération intercommunale continuer à remplir le rôle de conciliation qu'elle est parfaitement capable d'assumer en cas de difficultés locales.
4. De la même façon, **la suppression de l'intérêt communautaire et le transfert obligatoire de certaines compétences (eau, assainissement, déchets) aux intercommunalités ne peuvent être acceptés car ils portent directement atteinte à la compétence générale des communes** en remettant en cause des systèmes de gestion qui ont fait leur preuve.

**Le caractère obligatoire des PLUi et la suppression de la minorité de blocage** sont également inacceptables car ils constitueraient une grave atteinte à la liberté locale tout en suscitant l'incompréhension générale des élus locaux devant la remise en cause d'une décision pourtant consensuelle prise il y a moins d'un an !

Les **quelques 550 000 conseillers municipaux** qui animent la vie locale, de façon quasiment bénévole, constituent **une force extraordinaire au service de la population, un lien social de proximité** auquel il serait criminel de porter atteinte en cette période difficile et troublée. Les élus locaux ne peuvent gérer efficacement les collectivités dont ils ont la charge, alors que les contraintes financières sont de plus en plus fortes, dans un contexte de changement perpétuel et de remise en cause de leurs attributions, en dehors de toute concertation.

Ils exhortent les parlementaires et le Gouvernement à leur faire confiance, à entendre enfin la voix du bon sens et de l'intérêt général en préservant la capacité d'investissement des collectivités locales, l'identité communale et les libertés locales, valeurs auxquelles les élus locaux, comme la population qu'ils représentent, sont profondément attachés et qui constituent un socle de stabilité et de vitalité dont notre pays a plus que jamais besoin !

Monsieur le Maire porte à la connaissance des élus présents divers courriers.

Plus de question ne venant à l'ordre du jour, Monsieur le Maire déclare la séance levée à 21h30.